

MOSCOVITCH, Allan et Jim ALBERT, éd(s.), *The Benevolent State. The Growth of Welfare in Canada*. Toronto, Garamond Press, 1987. 274 p. 17,95 \$

Andrée Beaudoin

Volume 42, Number 3, Winter 1989

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304727ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304727ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Beaudoin, A. (1989). Review of [MOSCOVITCH, Allan et Jim ALBERT, éd(s.), *The Benevolent State. The Growth of Welfare in Canada*. Toronto, Garamond Press, 1987. 274 p. 17,95 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 42(3), 477–479.
<https://doi.org/10.7202/304727ar>

MOSCOVITCH, Allan et Jim ALBERT, eds., *The Benevolent State. The Growth of Welfare in Canada*. Toronto, Garamond Press, 1987. 274 p. 17,95\$

Ce volume fait partie des quelques ouvrages publiés au cours des dernières années pour examiner le développement de l'État-Providence au Canada. Il s'agit d'un recueil d'articles qui examinent sous différents angles les faits, les débats et les conditions qui ont façonné la mise en place des principales mesures qui constituent l'État-Providence au Canada. Les articles contenus dans le volume sont regroupés autour de quatre grands thèmes: la croissance de l'État-Providence au cours du XXe siècle, ses origines, la transition du privé au public et la mise en place de l'État-Providence.

Dans la première partie qui contient un seul article, Moscovitch et Drover analysent les dépenses sociales au Canada depuis la Confédération. La thèse soutenue est que ces dépenses ont un caractère essentiel et font intégralement partie des activités d'un État capitaliste moderne. Les auteurs utilisent au maximum les données financières disponibles pour présenter les principales dépenses sociales des différentes périodes qu'ils étudient. Ils montrent clairement comment avant et au début de la Confédération, ces dépenses n'occupaient qu'une place minime dans les budgets et comment cette place est devenue de plus en plus importante à l'intérieur des dépenses de l'État. Ils démontrent, en particulier, que jusqu'en 1941, le développement des dépenses sociales a d'abord été orienté vers l'élargissement des programmes publics pour appuyer l'accumulation du capital plutôt qu'une socialisation des coûts du travail. Tout était fait pour éviter une réforme sociale en profondeur. Ce n'est qu'après la crise des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale que l'État a commencé à intervenir plus massivement et plus directement. Avec des données précises et beaucoup plus complètes que celles disponibles pour la période antérieure, les auteurs font ressortir comment le mouvement des réformes sociales s'est enclenché au cours des années 1940 et comment il a pris une expansion considérable. La période entre 1965 et 1974 a été de toutes les périodes celle où il y a eu le plus d'expansion des dépenses sociales. Mais depuis le milieu des années 1970, la pression s'exerce vers la réduction de ces dépenses dans un contexte de crise fiscale.

La deuxième partie comprend trois articles qui traitent chacun à leur manière des origines de l'intervention de l'État dans les politiques sociales. Bruce Curtis fait ressortir de quelle manière les réformistes en éducation du Haut-Canada des années 1837-1846 ont contribué à construire un système d'éducation publique accessible à l'ensemble de la population. Un tel système est l'une des préconditions internes au processus de développement de l'État. Leonard Rutman examine ensuite la contribution de J. J. Kelso au développement du bien-être à l'enfance dans l'Ontario de la fin du XIXe siècle. Kelso fut à l'origine de plusieurs initiatives concernant le bien-être à l'enfance en Ontario. Ce faisant, il a contribué en même temps à la naissance de la profession du service social et à la mise sur pied en 1914 du programme de formation universitaire en service social de l'Université de Toronto. Wendy Mitchinson étudie, pour sa part, la contribution des premières organisations féminines à la réforme sociale. Ces organisations se sont ouvertes à un nombre de plus en plus considérable de femmes de différentes classes sociales, ont adopté une orientation de plus en plus réformatrice plutôt que charitable et ont élargi l'en-

vergence de leur rayonnement à un niveau national plutôt que local. L'analyse de ces organisations montre que leur action, sans être monolithique, a permis la prise de conscience et l'engagement des femmes dans les problèmes de la société canadienne en vue de l'établissement d'un ordre social stable qui trace la voie à la mise en place de l'État-Providence. Dans son ensemble, cette deuxième partie décrit les conditions antérieures à l'intervention publique au Canada en se référant d'abord et presque exclusivement au Haut-Canada et, plus particulièrement, à l'Ontario, comme pôle de référence.

Les sept articles de la troisième partie concernent tous la première moitié du XXe siècle et décrivent plus ou moins, chacun à sa manière, l'un ou l'autre aspect de la transition du secteur privé vers le secteur public. En fait, chacun des articles de cette partie est de portée bien inégale quant à sa contribution. Ainsi la présentation de R. L. Schnell se contente d'examiner la tentative infructueuse de la mise sur pied d'un «Children's Bureau» au Canada, entre 1913 et 1921. Il en est de même pour le premier article de James Struthers qui examine comment la profession du service social était mal préparée pour faire face à la crise des années '30 qui aurait exigé une approche plus systématique, alors que la formation en service social était surtout faite pour le domaine de la charité privée. Un autre article examine la contribution spécifique de Charlotte Whitton vers la fin des années '30 pour modifier la structure de l'assistance sociale au gouvernement fédéral.

Les trois articles suivants de la même partie sont beaucoup plus englobants et concernent l'ensemble de la période sous des aspects spécifiques. Struthers, dans son article «Lord Give Us Men», examine les origines historiques et les manifestations de l'inégalité entre les services à l'intérieur de la profession du service social au Canada anglais entre 1913 et 1953. John H. Taylor, même s'il situe son analyse en fonction des années de la crise, fait ressortir de façon claire comment l'évolution de la politique de bien-être au Canada s'est faite vers une fragmentation de la responsabilité et du contrôle selon différents types de programmes et a impliqué un changement dans les sources de fonds pour une plus grande implication du gouvernement fédéral. Quant à l'article de Turdiver, il retrace l'histoire des différents schèmes de bien-être occupationnel développés au cours de cette première partie du XXe siècle, comme précurseurs de la mise en place de plusieurs mesures ensuite adoptées par l'État-Providence.

Deux articles traitent ensuite de façon précise de deux situations provinciales. Allan Irving fait l'examen de la mise en place de l'État-Providence en Colombie britannique au début du siècle jusqu'en 1940. Il en explique le développement à partir des facteurs suivants: philosophie du «capitalisme socialisé», développée par Pattullo comme tentative de médiation entre les exigences des différentes classes dans un contexte de stabilité sociale; les pressions de la part des travailleurs et des chômeurs pour des législations sociales; le rôle des groupes de femmes; l'influence du CCF dans les années 1930; et la présence de politiciens et de hauts fonctionnaires ouverts et prêts à répondre à leurs requêtes. Quant à Bernard L. Vigod, il tente de donner une explication alternative à la version trop simpliste, selon lui, de l'histoire du bien-être au Québec pendant la période de 1930 à 1960. Il montre comment plusieurs éléments de la réforme qui allait s'activer au moment de la Révolution tranquille étaient déjà en place antérieurement. Selon Vigod, les réformes des années

soixante sont plutôt la résultante de l'ajustement des institutions et de la politique publique aux changements économiques et sociaux déjà existants dans la société québécoise.

Les deux premiers articles de la dernière partie du volume examinent l'implantation plus formelle de l'État-Providence au Canada. L'article de Dennis Guest a le mérite principal de faire une analyse synthétique et intégrée de l'apparition et du développement des mesures de bien-être public à partir du rapport Marsh et en tenant compte de l'influence de Beveridge. Brigitte Kitchen fait pour sa part l'analyse de l'insertion des allocations familiales comme la première pièce maîtresse du système de sécurité sociale canadien. Les deux derniers articles font un peu hors-d'oeuvre dans le cadre de ce volume. Malgré l'intérêt des thèmes que les deux auteurs abordent, on a un peu de difficulté à comprendre comment tout à coup les éditeurs ont jugé à propos d'insérer deux articles portant l'un sur la diminution des dépenses sociales en Ontario pendant les années 1970, et l'autre sur les limites de l'assurance-santé.

En somme, dans son ensemble, le volume de Moscovitch et Albert regroupe des articles dont certains sont l'occasion d'une intégration originale dans la contribution qu'ils font à l'étude de l'établissement de l'État-Providence au Canada. C'est le cas des articles de Moscovitch et Drover, de Curtis, de Mitchinson, de Irving, de Guest et de Kitchen. Par ailleurs, d'autres articles sont beaucoup plus restreints dans leur perspective. Pour la lecture de cet ensemble d'articles regroupés autour de quatre thèmes, on aurait souhaité que les éditeurs tracent plus explicitement le fil conducteur et présentent ce qui relie chaque article dans les différentes sections du volume. Enfin, sauf pour un article, bien incomplet d'ailleurs, la réalité du Québec est à toutes fins pratiques absente du volume. On y traite surtout du développement de l'État-Providence avec comme pôle de référence principal celui de l'Ontario, à l'exception de quelques articles. Malgré ces quelques points faibles, le volume demeure important pour sa contribution à la connaissance de l'évolution du bien-être public au Canada.

*École de service social
Université Laval*

ANDRÉ BEAUDOIN